



MEMO

L'Union européenne est aux côtés de la Tunisie pour la relance économique et la gestion des ressources en eau

Le 29 septembre 2011, Mme ASHTON, la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et M. Beji Caid ESSEBSI, le Premier ministre tunisien, ont signé deux Conventions de financement entre l'Union européenne et la Tunisie pour un don total de 157 millions € (environ 300 millions de dinars) au budget de l'Etat. La première convention porte sur le Programme d'appui à la relance qui vise à accélérer le retour à la croissance, grâce à un appui de 100 millions € aux mesures de relance économique récemment adoptées par le Gouvernement tunisien. La deuxième convention porte sur le Programme d'appui aux politiques publiques de gestion des ressources en eau pour le développement rural et agricole qui appuiera, grâce à un budget de 57 millions €, le Gouvernement tunisien dans une meilleure prise en compte des problématiques de préservation de la ressource et de la gestion de la demande en eau.

Le Programme d'appui à la relance

Le Programme d'appui à la relance, formulé juste après la révolution, vise à répondre de manière visible et décisive à trois défis auxquels le pays doit faire face: la prise de mesures pour soulager la condition des chômeurs et des plus pauvres, notamment dans les régions marginalisées, afin de réduire les inégalités; l'amélioration de la transparence, de la responsabilisation et de l'efficacité de l'administration publique; et le maintien de la stabilité macro-économique face à la très forte pression sur le budget de l'Etat et les comptes extérieurs du pays.

Les mesures prises contribueront à une reprise de la croissance économique, à travers, entre autres, 1) des mesures de soutien à l'activité économique et le réajustement des interventions publiques en faveur des régions et des groupes sociaux particulièrement défavorisés jusqu'à présent; 2) des actions dans le domaine de l'administration publique, pour garantir l'accès à l'information à tous les citoyens et améliorer l'efficacité et la transparence des procédures de marchés publics; 3) des actions en faveur de la micro finance afin de généraliser et pérenniser son développement sur tout le territoire; 4) des actions dans le secteur financier, pour améliorer la gouvernance des banques et le cadre réglementaire régissant les opérations de capital-investissement..

L'Union européenne est convaincue que ces diverses mesures contribueront à la réussite de la transition démocratique et au renouveau économique et politique attendu par l'ensemble des Tunisiens.

Dans le cadre de ce programme, 1,25 milliards \$ de prêts ont également été mobilisés par la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et l'Agence française de développement. L'Union européenne, en ajoutant 100 millions € sous la forme de dons aux prêts de ces institutions financières a ainsi joué un rôle clé dans la coalition des donateurs pour mobiliser, au sein d'un programme conjoint, un montant de ressources sans précédent pour la Tunisie dans la période historique qu'elle traverse.

Le Programme d'appui aux politiques publiques de gestion des ressources en eau pour le développement rural et agricole

L'Union européenne accorde une priorité claire en faveur d'une politique de gestion durable et équitable des ressources en eau pour tous les citoyens tunisiens. Le "Programme d'appui aux politiques publiques de gestion des ressources en eau pour le développement rural et agricole" permettra ainsi de renforcer le dialogue national, incluant tous les citoyens, en vue d'améliorer la gouvernance de l'eau. Les eaux souterraines constituent en particulier une ressource profondément menacée à cause de leur surexploitation.

Concrètement, le programme vise à: 1) améliorer la gestion des ressources en eaux conventionnelles, à travers notamment la mise à niveau des services de gestion du Domaine Public Hydraulique et la modernisation du système de collecte des redevances; 2) améliorer la gestion de l'eau sur les parcelles agricoles, en vue d'une valorisation optimale des eaux pluviales en agriculture et de la maîtrise de l'irrigation; 3) améliorer les performances des Groupements de Développement Agricole, à travers des formations et des appuis et 4) renforcer la lutte contre la pollution des eaux, grâce notamment à la définition d'un programme d'action pour le traitement des déchets solides en zone rurale et la définition d'une politique et d'une stratégie nationale d'assainissement en faveur des populations rurales.

L'activation effective du Conseil National de l'Eau, comme outil de dialogue intersectoriel incluant la société civile, pourrait également constituer une avancée majeure dans l'émergence d'une politique et stratégie nationale de l'eau et d'un plan d'action pluriannuel.

A travers ce nouveau programme, l'Union européenne s'engage résolument dans le soutien au développement rural et agricole de la Tunisie. Elle est ainsi la première institution internationale à octroyer une aide budgétaire à la Tunisie dans ce domaine.

Pour plus d'informations :

Stéphanie Carette, responsable communication: stephanie.carette@eeas.europa.eu

Jamel Goubantini, attaché de presse: jamel.goubantini@eeas.europa.eu

Régis Meritan, chef de la section réformes macro-économiques, secteur privé et appui institutionnel: regis.meritan@eeas.europa.eu

Denis Pommier, chargé des programmes agriculture: denis.pommier@eeas.europa.eu